

Les inégalités contre la croissance

Par **Michel Renault**, Maître de Conférences à la faculté de sciences économiques.
Université de Rennes 1, CREM CNRS, UMR 6211



En janvier, Emmanuel Macron déclarait : « **Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires.** » Derrière ces propos se dissimule une thèse bien connue des économistes, celle du « ruissellement ». En résumé, si des gens s'enrichissent, si les riches deviennent plus riches, leur richesse finira toujours par ruisseler vers les plus pauvres. Cela tout simplement parce qu'ils dépenseront cet argent pour acheter des biens et des services générant de l'emploi et donc du revenu, ou pour rémunérer d'autres personnes à leur service.

L'enrichissement de quelques-uns serait donc bénéfique pour tout le monde. Cette thèse a été défendue il y a longtemps par Mandeville dans *La Fable des abeilles* (1714). Elle a été reprise au XIXe siècle par Jean-Baptiste Say, le père des « politiques de l'offre » chères à François Hollande. Elle peut aussi se lire en creux : si on prend de l'argent aux plus riches, par exemple via l'impôt, on risque de mettre en péril ce mécanisme de ruissellement. Mandeville pronostiquait que si on voulait améliorer le sort des plus pauvres, si on recherchait la justice en redistribuant les richesses, alors les riches fuiraient la nation et tout le monde serait plus pauvre.

Cette thèse a le mérite d'être simple, mais est-elle juste ? Les travaux d'économistes du FMI tendent à la remettre en cause. Une étude publiée le 17 juin évoque le rôle négatif du creusement des inégalités qui touchent en particulier les pays industrialisés. On y lit cet apparent paradoxe : si la part de revenu détenue par les 20 % les plus riches augmente, le PIB (la richesse produite) tend à diminuer. À l'inverse, une augmentation de la part de revenu des 20 % les plus pauvres est associée à une augmentation du PIB. Pour les auteurs, cela « suggère que les bénéficiaires ne ruissent pas ».

Une étude précédente du FMI, en 2011, avait montré qu'une augmentation des inégalités affectait négativement la croissance et sa soutenabilité. Des études de l'OCDE vont dans le même sens. Une autre étude du FMI, en 2010, soulignait qu'« une moindre inégalité nette [après redistribution] est solidement corrélée avec une croissance plus rapide et plus durable ».

« Le riche s'enrichit, le PIB baisse »

Pour le dire autrement, la redistribution (des riches vers les pauvres, *via* l'impôt notamment) ne nuit pas à la croissance. Les attaques récurrentes contre ce mécanisme mériteraient donc d'être reconsidérées. De la même manière que la thèse issue des travaux d'Arthur Okun évoquant des « fuites d'efficacité » liées aux politiques de redistribution. Selon cette thèse, les inégalités seraient « incitatives ». Comme avoir faim incite à chercher à manger, gagner beaucoup moins qu'un autre inciterait à se démermer pour gagner plus, ce qui serait bénéfique à la croissance.

Or, des études rétrospectives du FMI contestent cette approche et montrent que la redistribution n'a pas d'effets négatifs sur la croissance. La critique de la thèse du ruissellement par le pape François dans son exhortation apostolique *Evangelii Gaudium* lui avait valu d'être traité de « marxiste ». De son côté, Christine Lagarde, la patronne du FMI, déclare que « les bienfaits d'une hausse du revenu viennent d'en bas, et non d'en haut ». Se serait-elle, elle aussi, convertie au marxisme ?